

Listes électorales → Lors du conseil des ministres du 2 septembre, a été présentée une communication sur la réouverture des listes électorales jusqu'au 30 septembre. **Régionales** → Des mouvements régionalistes franc-comtois et alsaciens ont déposé un recours devant le Conseil d'Etat pour demander au gouvernement d'organiser les élections régionales dans le cadre des 22 régions actuelles et non des nouvelles régions créées par la réforme territoriale.

Outre-mer → Patrick Kanner, ministre de la Ville, et George Pau-Langevin, ministre des Outre-mer, ont lancé le plan Jeunesse outre-mer. **Stationnement** → Un projet de loi, ratifiant et complétant l'ordonnance du 9 avril 2015 relative à la dépénalisation du stationnement, a été présenté à l'occasion du conseil des ministres du 2 septembre.

RETROUVEZ ÉGALEMENT SUR NOTRE SITE

- Pourquoi les conservateurs sont légitimes à la tête des musées
www.lagazette.fr/384630
- Les grandes villes face à l'utilisation du numérique
www.lagazette.fr/389736

TERRI. TWEETS

Laurent Mazière, président de l'Afigese (*) Rigueur budgétaire: « Les collectivités doivent être plus stratégiques »



Les politiques publiques ont-elles besoin d'un nouveau modèle ?

Pour nos assises (*), nous avons retenu

le thème « Gestion locale et légitimité de l'action publique: un nouveau modèle pour pérenniser les politiques publiques » car, malgré la technicité mise en œuvre et les efforts de rationalisation pour répondre à une pression budgétaire sans précédent, les collectivités recherchent des solutions d'optimisation plus stratégiques.

En quoi les directeurs financiers, les contrôleurs de gestion ou les DG de collectivités peuvent-ils desserrer l'étau financier actuel ?

Ils participent depuis quinze ans à l'amélioration du management public. Ils sont au cœur des réflexions et des initiatives visant à mieux définir les financements, management et pilotages des politiques publiques, ainsi que le rôle des experts et du citoyen dans cette stratégie.

Ils sont pourtant chargés de faire des économies...

S'il faut, certes, faire des économies en examinant le « comment » des actions, il faut également répondre au « pourquoi », en s'intéressant à la finalité des politiques publiques locales.

Propos recueillis par Cédric Néau

(*) L'Association finances, gestion, évaluation des collectivités territoriales organise ses assises du 30 septembre au 2 octobre, à Tours.

Finances locales

L'Etat épinglé dans la gestion des dotations

La Cour des comptes a épinglé le fonctionnement des prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités. Les magistrats recommandent notamment de dématérialiser la gestion du fonds de compensation de la TVA et du paiement des multiples dotations. Cette dernière tâche implique l'édition annuelle de plus de 1,5 million d'actes administratifs.

Travail social

Un plan d'action attendu pour octobre

A l'occasion de la remise du rapport « Bourguignon » sur la revalorisation du travail social, mercredi 2 septembre, Manuel Valls a annoncé qu'il avait confié à la ministre des Affaires sociales et à la secrétaire d'Etat chargée de la lutte contre l'exclusion la tâche de concevoir un plan d'action pour le secteur, qui « impliquera les collectivités locales ».



Migrants

Accueil des réfugiés: chacun sa part, entre l'Etat et les collectivités

Qui doit assumer l'accueil des réfugiés? Après les premiers appels à solidarité de certains élus locaux, la question des moyens s'est imposée. François Baroin (LR, photo) a affirmé qu'il n'assurerait pas d'accueil dans sa ville de Troyes, sans engager l'Association des maires de France (AMF), qu'il préside. L'Association des maires de grandes villes de France et Villes de France ont temporisé, convoquant un bureau exceptionnel le 9 septembre. La situation s'est clarifiée, après une rencontre du bureau de l'AMF avec le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, le 8 septembre. « Le ministre nous a bien dit que l'accueil des réfugiés relève totalement de la responsabilité de l'Etat, ainsi que les

moyens à mobiliser », explique le premier vice-président délégué de l'AMF, André Laignel (PS), au sortir de la rencontre. « Les garanties apportées vont conduire beaucoup de maires à se porter volontaires. Il faut un accueil local de qualité, que seuls les maires sont capables d'assurer, sur la base de moyens dégagés par l'Etat », ajoute-t-il. Bernard Cazeneuve a confirmé qu'il devait présenter, le 12 septembre, lors d'une réunion avec les maires, un « kit », dans « le cadre d'un partenariat étroit avec les collectivités locales qui veulent bien s'engager ». Ce dispositif devrait permettre « à chacun de s'associer à cet élan humanitaire en étant pleinement informé des soutiens dont il pourra bénéficier ». Romain Mazon